

thèmes purement politiques. Cette évolution a atteint son point culminant en 1973, lorsque les chefs de gouvernement du Commonwealth réunis à Ottawa prenaient spécialement la décision de "tirer parti, dans toute la mesure du possible, des mécanismes existants afin de mettre en application les principes du Commonwealth et d'accélérer le rythme du développement économique et social parmi ses membres les moins nantis". Ce sont ce dynamisme et cet engagement qui fournissent la clé de la compréhension et de la valeur du Commonwealth moderne. Cette réalité trouve son expression officielle dans les programmes administrés par le Secrétariat du Commonwealth. Amorcés en 1965, ces programmes comprennent la Fondation du Commonwealth (établie pour intensifier les échanges entre les organisations professionnelles du Commonwealth), le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique (se concentrant surtout sur l'assistance technique, l'éducation et la formation, et l'expansion des exportations), le Programme du Commonwealth pour la jeunesse (établi en 1973 dans le but d'encourager les jeunes à participer au développement de leur collectivité), et le Programme d'études pratiques en matière de gouvernement (pour la formation des cadres moyens et supérieurs de la Fonction publique). Outre ces initiatives, les organismes non gouvernementaux redoublent d'activité dans divers domaines, dont ceux de la médecine, du droit, de la science et de l'éducation.

Durant cette période de concentration sur la coopération technique, les questions politiques ne furent point ignorées comme le confirment les discussions du Commonwealth sur l'apartheid, la Rhodésie et les essais nucléaires. Il en va de même maintenant, comme le témoigne la décision prise en 1973 par les chefs de Gouvernement de fournir une aide humanitaire aux autochtones des territoires de l'Afrique australe s'efforçant d'obtenir l'auto-détermination, décision qui a amené le Canada à modifier considérablement sa politique sur cette question. Mais la politique per se ne prime plus. Lorsque des questions politiques se posent, on les aborde de façon à ce que les membres soient capables d'accepter divers points de vues, d'identifier les dénominateurs communs, de décider si on peut en discuter dans le cadre du Commonwealth et, en se fondant sur cette base commune, on cherche à régler ou à améliorer la situation. On s'emploie de plus en plus à assurer une collaboration et coopération pratiques et à éviter les altercations politiques utiles.

Le Canada, les ministres et Premiers ministres qui s'y sont succédés, et en particulier le Premier ministre, M. Trudeau, ont joué un rôle décisif dans cette évolution. C'est surtout à la suite des suggestions et interventions du Premier ministre aux conférences de chefs de gouvernement réunies à Londres en 1969, à Singapour en 1971 et à Ottawa l'an dernier, que les activités du Commonwealth ont pris cette tournure. A titre d'exemple, mentionnons la proposition avancée par M. Trudeau à Singapour d'inscrire à l'ordre du jour des réunions ultérieures la question des méthodes comparées de gouvernement.

C'est un sujet complexe qui comprend entre autres problèmes la planification financière et des questions plus philosophiques, comme la répartition des fonctions entre les hommes politiques et les fonctionnaires. Mais le problème central, qui est d'atteindre la population, de connaître ses opinions et de répondre à ses souhaits, est essentiellement le même pour tous les gouvernements à tous les niveaux. Ce sujet a été discuté par les chefs de gouvernement réunis à Ottawa l'an dernier; il figurera de nouveau à l'ordre du jour de leur prochaine réunion qui se tiendra à la Jamaïque en avril 1975.